



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Clare HART, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY

Service public de l'eau et de l'assainissement - Achat d'eau potable en gros à la société BRL Exploitation depuis la station de production d'eau potable du Crès - Avenant n°1 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et BRL Exploitation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole dispose de la compétence eau potable depuis le 1er janvier 2010. Elle l'exerce directement sur 13 de ses communes membres.

Le Conseil de Métropole a adopté en date du 7 mai 2014 le principe d'une gestion en Régie du service public de l'eau potable et du service public de l'eau brute à compter du 1er janvier 2016.

Par délibération en date du 28 avril 2015, a ainsi été créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Par délibération du 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention d'objectifs avec la Régie dans laquelle le rôle des deux acteurs est précisé et les objectifs assignés à l'EPIC sont définis.

La Métropole, autorité organisatrice du service public de l'eau sur son territoire, définit la politique de l'eau, en fixe les grands objectifs et notamment elle établit les conventions d'alimentation en eau potable et de desserte en eau brute en cohérence avec sa politique d'aménagement et de développement de son territoire.

La Régie des Eaux, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est chargée de gérer le Service Public Industriel et Commercial de l'eau potable et de l'eau brute et, à ce titre, elle assure la bonne exécution des conventions de vente et d'achat d'eau en gros, existantes ou à venir, conclues par elle et la Métropole.

Dans ce cadre et afin d'assurer ses missions, la Régie gère des contrats de livraison et de fourniture d'eau signés avec BRL Exploitation, dont la convention de livraison d'eau potable, à partir de la station de traitement du Crès, qui s'éteint le 31 décembre prochain.

Le schéma directeur d'alimentation en eau potable entériné en 2013 sur le territoire de la Métropole prévoit l'arrêt de cette usine, sous réserve que certains aménagements aient été réalisés sur les ouvrages d'adduction et de suppression de la Métropole, en lien notamment avec la livraison de la future usine de production d'eau potable de secours, dénommée VALEDEAU.

A ce jour, l'avancement du programme de travaux ne permet pas de valider de manière certaine l'arrêt définitif de la station de traitement BRL, l'ensemble des prérequis nécessaires au démarrage du chantier de l'usine VALEDEAU n'étant pas réunis. Il convient d'établir un avenant n°1 à la convention actuelle pour prolonger sa durée de cinq ans, faculté étant laissée à la Métropole d'y mettre fin de manière anticipée. Les conditions techniques et financières restent par ailleurs inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention tripartite d'achat d'eau potable en gros à BRL EXPLOITATION depuis la station de production d'eau potable du Crès,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110928-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 1 convention AEP Le CRES

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.